

RAPPORT N° 2022/4-26
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022

OBJET

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARTIE DE L'ESPACE PUBLIC DE LA MARE POUR L'EXPLOITATION D'UNE TERRASSE DE RESTAURANT "COSTA CAFE" ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

La SARL Costa café occupe depuis le 08 décembre 2016 une terrasse de 100 m² situé sur l'espace Public de La Mare pour y exercer une activité de restauration, en « extension » de son local commercial sis au sein de l'immeuble 5 rue André LARDY. Il convient ici de noter que dès l'origine, le programme de construction et d'aménagement de cet ensemble immobilier prévoyait pour la réalisation du restaurant et son exploitation, la possibilité de disposer au droit du bâtiment d'une surface extérieure prise sur l'espace public de la CINOR, pour l'affecter à un usage de « terrasse de restaurant ». Son contrat expire le 07 décembre 2022. La SARL a donc sollicité la CINOR pour obtenir le renouvellement de son autorisation d'occupation.

Cette demande est motivée par les besoins estimés par le restaurateur en termes de capacité d'accueil des clients notamment en restauration les midis du lundi au vendredi.

Sur l'aspect financier, la SARL Costa Café exerçant son activité de restauration uniquement les midis il est proposé l'application d'une **redevance mensuelle forfaitaire de 305 euro** (6.10 euro X 100m² / 2) pour l'exploitation d'une terrasse de **100 m²** du lundi au vendredi, uniquement le midi, 52 semaines/an.

Est joint en annexe de ce rapport, un projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec la SARL Costa café. La durée proposée pour cette convention est **d'un an, soit du 8 décembre 2022 au 7 décembre 2023**.

Il est à noter que La SARL Costa café est à jour de ses redevances.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition d'une terrasse située sur l'espace public de La Mare à la SARL Costa Café, en vue de son activité de restauration.
- Approuver le renouvellement de la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-26-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N°2022/4-26
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARTIE DE L'ESPACE PUBLIC DE LA MARE POUR L'EXPLOITATION D'UNE TERRASSE DE RESTAURANT "COSTA CAFE"
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-26 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise à disposition d'une terrasse située sur l'espace public de La Mare à la SARL Costa Café, en vue de son activité de restauration.

ARTICLE 2

D'approuver le renouvellement de la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220915-BC2022-4-26-DE Date de télétransmission : 22/09/2022 Date de réception préfecture : 22/09/2022
--